

La machine à expulser

Les exigences des acteurs politiques et économiques, concernant le régime de l'Asile sont toujours les mêmes : une dissuasion toujours plus forte, des grillages toujours plus hauts aux frontières, des mesures coercitives toujours plus dures, des expulsions toujours plus rapides et un isolement toujours plus grand pour les personnes migrantes.

Au vu de la politique migratoire européenne actuelle, la déposition d'une demande d'asile est une chose presque impossible. Pour déposer une telle demande, les réfugié-es doivent déjà pouvoir atteindre le territoire Schengen. Cela est le plus souvent considéré comme illégal et n'est possible qu'en courant un grand danger. En outre, depuis 2008, l'accord Dublin est appliqué à l'interne des États européens. Ce qui signifie, qu'une personne migrante ne peut légalement quitter le premier État européen qu'elle foule de ses pieds, celui-ci étant considéré comme responsable pour sa procédure de demande d'asile. Il n'est pas possible de choisir librement dans quel pays vivre. Chaque pays européen va donc, d'office expulser les personnes migrantes vers leur « *pays d'entrée* » dans la zone européenne.

La politique migratoire suisse est raciste et arbitraire

Les instances officielles divisent les personnes en « *réfugiés temporairement admis* », en « *réfugiés reconnus* » et en « *faux réfugiés* ». Des humains sont renvoyés de Suisse, parce que les autorités reconnaissent un autre pays comme responsable de leur sort ou parce qu'elles réfutent les raisons poussant les personnes migrantes à quitter leur pays d'origine. C'est le Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) qui prend ces décisions.

La grande majorité des laissé-es pour compte et tous les « *cas Dublin* » sont déportés, hors de Suisse, sous prétexte de l'absence de permis de séjour légal. Durant l'année 2015, la Suisse a ainsi expulsé 8929 personnes et plus de 5000 personnes sont entrées clandestinement, en tant que « *sans-papier* ». Il importe peu que les personnes soient expulsées de force ou qu'elles participent à un programme « *d'aide au retour* » ; chaque forme de renvoi est imposée et en cela constitue une forme de persécution.

Violence pure contre des humains

Les personnes à qui l'on impose de quitter la Suisse, sont enfermées par la police dans des centres de renvoi. Avec cette stratégie l'État suisse cherche à éviter des risques de fuite vers la clandestinité et veut s'assurer de pouvoir expulser ces personnes dans leur « *pays d'origine* », ou dans le pays européen, dans lequel elles sont sensées rester, selon les accords Dublin. Cet emprisonnement brise les humains. Dès le début, ils et elles sont menacé-es

d'expulsion forcée, ce qui provoque énormément de stress, de peur et un sentiment d'impuissance. Le but visé par les fonctionnaires suisses est que les personnes migrantes consentent à quitter « *volontairement* » le territoire, sous la peur d'être expulsées de force.

Lors des expulsions forcées, les personnes renvoyées peuvent sentir peser sur elles la violence pure de l'État et doivent encaisser nombre d'humiliations ; elles sont ligotées depuis la prison jusque dans l'avion, et celui ou celle qui, malgré tout, résiste est calmé-e à coup de médicaments. Pourtant ces persécutions et oppressions ne sont souvent qu'un début pour ces personnes que l'on force à retourner dans un lieu qu'elles ont fui.

Traite d'humains à but lucratif

La machine à expulser semble complexe et opaque. Beaucoup d'acteurs différents (voir liste) y sont impliqués. Personne n'endosse réellement la responsabilité de ses actes. Les entreprises privées comme Securitas ou les compagnies d'aviation peuvent « *innocemment* » remplir leur part « *du travail* », sur mandat de la confédération et en tirer de grands profits.

Avec la nouvelle politique des camps fédéraux pour personnes migrantes, les renvois sont encore plus efficaces. L'entier de la procédure de demande d'asile se déroule au même endroit et peut être traité de manière plus rapide. Les expulsions sont encore mieux cachées du regard publique.

La coresponsabilité de celles et ceux qui détournent les yeux

Les acteurs de la machine à expulser peuvent, la plupart du temps, accomplir leur travail sans se faire remarquer ni être remis en question. Bien des gens ne s'intéressent pas au fait que d'autres soient enfermés-es dans les centres fédéraux, bien des gens trouvent que ça ne les concernent pas que d'autres soient expulsé-es, bien des gens ne s'intéressent qu'à leur petit confort. Cependant en détournant les yeux de la sorte, on se rend, dans une certaine mesure, coresponsable. C'est en détournant le regard, que le système est maintenu à flot et peut se perpétuer.

Le secours seul ne suffit pas

Au travers de projets caritatifs qui distribuent de la nourriture et des habits sur les voies de migration, au travers de l'organisation d'activités au sein des camps pour migrant-es ou par des levées de boucliers se concentrant sur des propositions de loi particulières (comme par exemple l'initiative sur le renvoi des étrangers), la contestation ne peut espérer dépasser une politique du « *moins pire* », restreinte au cadre concédé par les tenants du système.

Il est vrai que de telles actions peuvent momentanément rendre plus supportables certaines situations. Pourtant, aussi longtemps que l'on se limitera à travailler sur les symptômes et que l'on agira sans remettre en question dans son ensemble ce système hiérarchisé et obnubilé par le profit, les causes qui sont à la base des situations insoutenables actuelles, ne risquent pas de disparaître. Des personnes continueront à mourir aux frontières, à être persécutées et enfermées par le système de l'asile et seront toujours expulsées vers « leur pays d'origine » ou « leur pays d'accueil ».

Les responsables ont des noms et des adresses

La solidarité avec les migrant-es ne signifie pas seulement leur apporter une aide matérielle et psychologique, elle signifie aussi lutter et essayer de tenir tête contre ce qui fonde cette oppression. Lutter contre les frontières et les États, contre les centres de détention fédéraux et les expulsions, contre l'oppression et la discrimination des personnes nouvellement arrivées.

Allons-y! Perturbons l'État et les entreprises qui collaborent à la machine à expulser; dévoilons leur vrai visage, infligeons-leur des dommages financiers, allons déranger leur collaborateurs et collaboratrices dans leur travail, et à leur domicile, que l'on peut par exemple barbouiller de peinture. Organisons des manifs et bien d'autres choses, jusqu'à rendre l'exécution de ces basses besognes impossible ou peu souhaitable. Aidons la mise en place de projets où des personnes pourront vivre et s'organiser à l'extérieur du système de l'asile, où elles pourront se protéger et se dérober au contrôle et aux discriminations des camps de détentions. Chaque forme de résistance est importante et nécessaire pour rendre visible et espérer bloquer et détruire les différentes facettes de la machine à expulser.

Nous avons constitué une liste, identifiant différents acteurs collaborant à la machine à expulser suisse. En conjuguant les efforts de recherche cette liste peut bien sûr beaucoup s'agrandir! Elle peut servir d'inspiration pour des actions diverses et variées et est trouvable sur:
<https://reverse.ch/+-Migrations-Frontieres-+>

Luttons contre ce monde d'oppression, d'exploitation, de domination et de racisme, contre ce monde d'États, de frontières, de prisons et de camps.

